



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

41 | 2015

Les mobilisations horizontales peuvent-elles s'étendre à l'humanitaire ?

Vers de nouvelles formes de mobilisation ?

Table ronde organisée le 1^{er} octobre 2015 et animée par Olivier Lebel, directeur général de Médecins du Monde-France

Olivier Lebel, Sylvie Ollitrault, Benjamin des Gachons, Nicolas Haeringer, Bruno Rebelle et Jean-Marc Boivin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/3214>

ISSN : 2105-2522

Éditeur

Médecins du Monde

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2015

Pagination : 16-37

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Olivier Lebel, Sylvie Ollitrault, Benjamin des Gachons, Nicolas Haeringer, Bruno Rebelle et Jean-Marc Boivin, « Vers de nouvelles formes de mobilisation ? », *Humanitaire* [En ligne], 41 | 2015, mis en ligne le 01 novembre 2015, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/3214>

Table ronde

Vers de nouvelles formes de mobilisation ?

Table ronde organisée le **1^{er} octobre 2015**

Animée par **Olivier Lebel**,
directeur général de Médecins du Monde-France

Sylvie Ollitrault,
directrice de recherche
au Cnrs (Sciences Po
Rennes), spécialiste
des mouvements
écologistes et
environnementaux et
des ONG. Elle codirige
l'équipe « Mobilisations,
citoyennetés et vie
politique » au Crape
(Centre de recherches
sur l'action politique en
Europe).

**Benjamin des
Gachons**,
directeur France de
Change.org

Nicolas Haeringer,
chargé de campagne
de 350.org et
spécialiste des
mouvements
altermondialistes

Bruno Rebelle,
co-fondateur et
directeur de
Vétérinaires sans
frontières puis
directeur de
Greenpeace France et
des programmes de
Greenpeace
International,
aujourd'hui directeur
général de Transition,
cabinet en stratégie,

ingénierie et
communication sur le
développement
durable

Jean-Marc Boivin,
délégué aux relations
institutionnelles,
Fédération Handicap
International

1. Lire dans ce numéro Doug Reeler, « Au fondement de l'apprentissage horizontal : les conditions d'un développement efficient », p. 56.

2. Patrick Meier, *Digital humanitarians. How Big Data is Changing the Face of Humanitarian Response*, CRC Press, janvier 2015.

3. Lire dans ce numéro Flore Berlingen, « Défense et illustration de l'économie collaborative », p. 46.

Olivier Lebel

Le thème que nous abordons ici est incontestablement un des vrais sujets du XXI^e siècle qui, je le pense, sera collaboratif. Par ce dernier terme on peut entendre beaucoup de choses. Évidemment on pense aux nouvelles technologies ou aux réseaux sociaux, mais on a des exemples de diffusion horizontale qui relèvent d'autres champs. Je prendrai l'exemple cité par un auteur sud-africain, Doug Reeler¹, évoquant une école au Lesotho où une ONG est venue pour enseigner aux parents à cultiver des légumes sur les terrains de l'école et permettre ainsi aux enfants de manger à leur faim. Les parents des autres écoles ayant vu que cela fonctionnait, ils ont demandé aux parents de l'école initiale de leur apprendre. Et l'enseignement des techniques de culture s'est ainsi diffusé horizontalement sur plusieurs centaines d'écoles, sans l'intervention d'aucune ONG. C'est là une forme de mobilisation horizontale en dehors de tout réseau social, du moins digital, un exemple encore peu répandu à ma connaissance, mais particulièrement révélateur.

Dans le champ humanitaire, je pense au livre de Patrick Meier² dans lequel l'auteur cite quelques exemples issus du Printemps arabe, autour de la surveillance des élections égyptiennes ou des mobilisations spontanées de la société civile égyptienne pour apporter une aide en Libye, toujours sans intervention de structures extérieures. Dans le champ de l'économie, évidemment, nous avons tous entendu parler – de Ouishare³ à Blablacar – d'économie collaborative, cette économie dans laquelle il n'y a ni centre de décision, ni centre de production. Mais cela ne se limite pas à l'économie puisqu'on trouve des exemples de collaboration dans

les champs de l'éducation, avec les MOOC (*massive open online courses*), ou de la finance, avec le *bitcoin* : là, aucune banque centrale ne fixe de cours, ces derniers étant fixés de façon décentralisée par des algorithmes. Enfin, dans le champ des mobilisations citoyennes à proprement parler, nous connaissons bien les sites de pétitions en ligne, à l'image de Avaaz⁴ et Change. Benjamin des Gachons, qui dirige précisément la branche française de ce dernier site, nous en parlera.

Mais l'on doit aussi s'interroger sur les dérives de certaines de ces mobilisations. On peut ainsi évoquer les pogroms lancés au Kazakhstan contre une communauté minoritaire à l'aide de simples SMS relayés sur les téléphones portables. Je pense que Sylvie Ollitrault nous aidera à pointer les dangers de certaines mobilisations, aussi bien que les potentialités que j'évoquais, avec nos autres invités : Bruno Rebelle, Jean-Marc Boivin et Nicolas Haeringer.

4. Lire dans ce numéro, Marie Yared, « Peut-on changer le monde en quelques clics ? », p. 38.

Sylvie Ollitrault

Vous avez raison de dire que les phénomènes que vous évoquez sont emblématiques du *xxi^e* siècle. Et pourtant, en tant que spécialiste des mobilisations, je dirais que cela relève d'un vieux sujet en sciences politiques : tous les vingt ans, on trouve des nouvelles formes de mobilisation. La question est donc plutôt de savoir en quoi ces phénomènes représentent des nouveautés, lesquelles se situent indéniablement du côté des usages médiatiques des réseaux sociaux sur Internet. Ces nouvelles manières de militer doivent inspirer des interrogations de fond sur l'engagement militant, plus largement citoyen. En somme, qu'est-ce qu'un engagement citoyen au *xxi^e* siècle ? La réponse diffère de celle que l'on pouvait donner il y a une vingtaine d'années, non seulement pour des questions d'évolution des outils techniques à disposition, mais aussi parce que les citoyens ont changé. Sous l'effet de la globalisation, même si elle n'a pas aplani toutes les différences, la hausse du niveau d'éducation a modifié les comportements, notamment dans le monde occidental. Des formes de mobilisation hier encore très hiérarchiques, pyramidales, sont nettement moins attractives si bien que de nouvelles manières de militer s'auto-organisent et apparaissent peu à peu.

Ceci étant, ces innovations nous contraignent plus que

jamais à distinguer deux choses – les mobilisations et les engagements – qui ne renvoient pas toujours à la même chose : en quoi est-ce un engagement à long terme que de signer une pétition sur Internet par exemple ? La réponse n'est certainement pas univoque si l'on ne sait pas ce que l'internaute a fait d'autre une fois qu'il a cliqué sur un site de pétition en ligne. La problématique est la même en matière de désobéissance civile ou d'écologie. On sait bien que de plus en plus de citoyens choisissent de consommer différemment : c'est aussi une manière de s'engager très concrète qui n'a rien à voir avec le virtuel d'Internet.

De manière générale, les mobilisations sont des réactions à une crise, quelle qu'elle soit. Après les attentats de Paris en janvier dernier, les mobilisations spontanées de rue se couplaient à des mobilisations sur les réseaux sociaux. En cas de crise dite « humanitaire », liée à un événement international, il y a des mobilisations mais qui doivent être en quelque sorte déconnectées de l'engagement humanitaire des acteurs qui, lui, se fait au quotidien. Les mobilisations permettent de montrer dans l'espace public que l'on est nombreux à avoir pris conscience d'un état de fait, d'une crise, et c'est bien pour les ONG qui sont ainsi soutenues dans leur engagement concret, quotidien. Autrement dit, les mobilisations et les engagements peuvent être différents, sans pour autant être disjoints : il peut y avoir des complémentarités, une articulation entre les uns et les autres. C'est peut être un des débats qu'il nous faut avoir.

Olivier Lebel

Si je comprends bien, le phénomène extraordinaire qu'on a vu apparaître dans cette Europe qu'on pensait repliée sur elle-même, tentée par l'extrême-droite, où des milliers d'Autrichiens faisaient la queue à la frontière hongroise pour aller chercher des exilés, c'était une forme de mobilisation. Nicolas Haeringer, vous qui êtes chargé de campagne à 350.org et spécialiste des mouvements altermondialistes, pouvez-vous nous dire quelles formes collaboratives, horizontales, on trouve dans les champs qui sont les vôtres ?

Nicolas Haeringer

Je rajouterai d'abord au diptyque Engagement-Mobilisation, justement évoqué, le « mouvement » qui

peut être une troisième manière de penser ces phénomènes. De ce point de vue, le mouvement altermondialiste a depuis ses débuts été assez emblématique de ces formes d'engagement et de mobilisation qui, en effet, n'ont rien de nouveau, mais présentent deux caractéristiques extrêmement importantes : le refus de la délégation et la prise de décision par consensus. Le refus de la délégation, c'était l'idée que, au fond, personne n'était vraiment autorisé à parler au nom du mouvement altermondialiste dans son ensemble et qu'on ne parlait qu'en son nom propre ou au titre des collectifs que l'on représentait. Cela se traduisait notamment dans ce qui a suscité de nombreux débats et parfois un peu d'incompréhension au sein du Forum social mondial (FSM), à savoir cette fameuse « absence de déclaration finale » : les FSM, ceux de Porto Alegre notamment, ne s'achevaient jamais sur un texte, alors que jusqu'à 150 000 militants pouvaient se réunir pendant une semaine dans des ateliers extrêmement riches, parce que l'idée était de préserver la diversité des points de vue. La seconde caractéristique est qu'on ne votait jamais – le seul vote est intervenu dans le cadre de la préparation du Forum social européen 2003, et portait sur la question... du logo – pour laisser la priorité au consensus sur laquelle je vais revenir.

Au-delà de ces deux caractéristiques, trois éléments expliquent à mon sens la singularité du mouvement altermondialiste. D'abord ce mouvement se constituait autour d'un cycle de mobilisations qui étaient distancées les unes des autres, mais connectées par des éléments communs. Ce sont évidemment les grandes mobilisations contre les sommets de l'OMC, de la Banque mondiale, du FMI, de l'Union européenne, ou bien les FSM eux-mêmes. Ce cycle de mobilisations organisées dans le monde entier faisait sens dans la mesure où les personnes avaient le sentiment de participer à un mouvement au sens fort du terme, et pas simplement à des rassemblements suivis d'engagements sans lendemain. Ensuite, dans le cadre de ce mouvement altermondialiste, s'est opéré un renouvellement assez profond des cadres d'interprétation et de dénonciation des injustices. Par exemple, dans les années 1960-1970 et même au début des années 1980, les mouvements de paysans ou de pêcheurs étaient d'une certaine manière en marge des mouvements de gauche. Au contraire, par le mouvement altermondialiste, ils ont conquis une centralité parce que

les cadres d'interprétation ont permis de montrer que les grands enjeux de la mondialisation se jouaient d'abord auprès de ces communautés-là. Enfin, les rassemblements altermondialistes ne consistaient pas simplement à organiser des blocages ou mettre en échec des institutions internationales : ils étaient aussi et surtout le lieu d'une expérimentation démocratique intense que l'on retrouve bien dans le cycle de mobilisations qui s'est ouvert en 2011 avec les assemblées des Indignés ou des mouvements Occupy à New-York ou Madrid qui ont pu durer jusqu'à 18 heures d'affilée. C'était là le prix du fonctionnement par consensus, sans vote donc, où chacun pouvait parler et où l'on donnait une importance centrale aux personnes en désaccord de manière à reformuler les propositions jusqu'à ce qu'il y ait un accord.

Ce travail de renouvellement des cadres d'interprétation est encore en cours, mais on voit clairement que, autour de cette affirmation « Nous sommes les 99 % », se joue quelque chose qui connecte à la fois les inégalités économiques et la question démocratique. On voit ainsi, notamment à partir d'Occupy Wall Street, comment a émergé la figure de « l'endetté », cette personne qui a souscrit des emprunts pour payer ses frais médicaux, financer les études de ses enfants ou se loger et qui ne peut pas rembourser à cause de la crise, se retrouvant de fait mise au ban de la société. Par ailleurs, si le mouvement altermondialiste s'est construit de manière transnationale, avec des déplacements de militants pour rejoindre les événements dans le monde entier, aujourd'hui les choses sont beaucoup plus ancrées : c'est à partir de l'occupation que se construit la solidarité. On est donc passé progressivement d'un modèle transnational à un modèle translocal de mobilisation dans lequel la solidarité se fait à partir d'une expérimentation locale. C'est une manière de rompre avec ce qui était reproché, non sans raison parfois, au mouvement altermondialiste, à savoir sa déterritorialisation. Et cela a un impact sur la manière dont on essaie de construire aujourd'hui le mouvement pour le climat, en essayant de réconcilier deux rapports à la transformation sociale : une action sur la structure de pouvoir en construisant un rapport de force pour mettre en échec le processus de marchandisation des biens, des services ou de la production agricole et une action qui est plutôt de l'ordre de la transformation des comportements individuels. À

l'image de ce qui s'est passé avec Alternatiba à Paris récemment, l'idée est d'aller à la rencontre d'alternatives qui prouvent que les solutions existent et sont déjà pratiquées au quotidien par bon nombre d'entre nous.

Olivier Lebel

Benjamin des Gachons, comment des nouveaux outils - à l'image de votre site Change.org - peuvent contribuer à faire justement changer les choses.

Benjamin des Gachons

L'histoire de la construction de ce site, très collaborative, est déjà révélatrice de ce dont on parle. De manière peut-être surprenante, Change.org n'est pas un site de pétitions en ligne à l'origine. En 2007, quand Ben Rattray, un jeune entrepreneur social américain, décide de lancer Change.org, son intuition est la suivante : alors que Facebook vient de naître, le pouvoir d'Internet ne sera pas simplement de permettre aux gens de se connecter, mais d'agir concrètement sur les causes qui leur tiennent à cœur. Change.org va d'abord végéter pendant 3 ans en abritant toutes sortes d'initiatives : on pouvait y faire de la collecte de fonds pour des ONG ou s'abonner à des blogueurs écrivant sur des causes relevant des droits humains ou de l'environnement. Mais il n'y avait pas vraiment de centres d'intérêt précis ni de moyens d'action. Et ce sont les utilisateurs de cette première plate-forme qui ont proposé d'ajouter un bouton « Créer une pétition » pour qu'on puisse faire quelque chose. C'est là que ça a vraiment commencé à marcher. L'outil a permis, notamment aux États-Unis, à des petits collectifs de s'organiser, de peser concrètement sur des décisions très locales, comme l'ouverture de salles de classe. En 2010, on a assisté au premier phénomène de pétition virale sur cette plate-forme Change.org : elle venait d'une militante lesbienne d'un township d'Afrique du Sud qui militait pour que la pratique dite du « viol correctif » - qui consiste à violer des personnes lesbiennes pour les remettre dans le soi-disant « droit chemin » - soit enfin reconnue comme un crime de haine dans la loi sud-africaine. Sa pétition a fait le tour du monde et le système en place via Change.org - qui permet que des messages soient envoyés aux responsables politiques - a abouti au crash des serveurs du ministère sud-africain concerné qui a mis en

place une task force sur le sujet et, il y a 2 ans, une loi a fait de cette pratique un crime de haine.

Depuis cet exemple fondateur, cette plate-forme est devenue un outil où chacun peut arriver avec son expertise personnelle, son vécu, pour promouvoir une cause, construire des mobilisations et des groupes de soutien, mais aussi proposer des choses aux décideurs. L'idée est bien de peser sur des décisions, et non pas simplement de s'indigner ou se regrouper. Ces décideurs – responsables politiques ou dirigeants d'entreprises – étant de plus en plus ciblés, ils sont venus nous voir en nous disant qu'ils souhaitaient être au courant de ces mobilisations et pouvoir y répondre. Et donc, nous avons développé un outil leur donnant la possibilité de répondre aux signataires. Ce fut le cas en France il y a quelques mois, avec le vote de la loi obligeant les supermarchés à distribuer leurs invendus alimentaires : la proposition était venue d'une pétition lancée par un élu local ayant fait d'abord l'expérience avec des supermarchés de sa région. Sa pétition ayant recueilli 200 000 signatures, le député Guillaume Garot est venu sur la plate-forme non seulement pour répondre à cette pétition, mais pour intégrer les propositions dans un texte de loi qu'il a soumis au parlement et qui a donc été voté. Autrement dit, au côté collaboratif s'ajoute un aspect inclusif : se retrouvent sur la plate-forme aussi bien ceux qui lancent des mobilisations que ceux qui sont censés y répondre. Notre seul mandat est de vivifier ainsi la démocratie.

Pour autant, il faut corriger l'effet d'optique créé par les très nombreuses pétitions virales qui récoltent beaucoup de signatures. La véritable lame de fond est formée des petites pétitions, encore plus nombreuses, qui dessinent des « micromouvements », des « microcampagnes » qui, partout dans le monde, permettent au quotidien à des citoyens d'obtenir gain de cause sur des choses très concrètes, comme l'accès à l'éducation ou à la santé. Cela traduit un changement dans les comportements : les citoyens prennent conscience de leur pouvoir. Ils n'attendent plus les échéances électorales pour voter ; du moins, s'ils continuent de voter, ils se disent aussi que, au quotidien, ils ont un pouvoir d'action sur les causes qui les concernent directement, comme sur des causes plus lointaines. Je voudrais donner l'exemple de la Russie, qui est aujourd'hui le 4^e pays en termes d'utilisateurs de la

plate-forme Change.org. Cela peut surprendre quand on connaît les lois que la Russie prépare sur le contrôle du Web et qui pourraient d'ailleurs aboutir à la fermeture de la plate-forme. Mais en attendant, on observe que, face à un pouvoir politique verrouillé, des citoyens se prennent en main pour aller demander des comptes à leurs maires, aux responsables des régions, à différents échelons administratifs de la Russie. Et ils obtiennent gain de cause pour réfectionner des routes ou sauver des hôpitaux menacés de privatisation. Je pense à un hôpital pédiatrique de Saint-Pétersbourg qui devait être transformé en hôpital pour riches oligarques russes. C'est une mobilisation sur le terrain et via une pétition sur Change.org qui a conduit à ce que cet hôpital soit sauvé. On voit donc comment, dans des contextes politiques peu favorables, ce genre d'outil horizontal et collaboratif permet de créer de nouveaux rapports de force, de susciter des changements comportementaux forts chez les citoyens.

Pour terminer, et rejoindre en cela Sylvie Ollitrault, je pense qu'il serait intéressant d'envisager l'opportunité pour les ONG, notamment humanitaires, d'entrer en contact avec cette nouvelle catégorie de citoyens engagés. Beaucoup des utilisateurs de Change.org sont en effet des primo-engagés qui n'ont pas fait de chemin militant avec des ONG, mais parce que beaucoup d'entre elles viennent de plus en plus promouvoir leurs campagnes sur notre plate-forme, elles peuvent potentiellement entrer en contact avec ces millions de citoyens qui sont en train de découvrir l'engagement. Grâce à ces outils technologiques accessibles, intégrés à leur quotidien, ces derniers vont peut-être pouvoir entamer ce bout de chemin militant avec ces ONG qui ont un grand besoin de trouver de nouveaux publics qui, demain, seront leurs militants, donateurs, sympathisants ou relais. Elles en auront de plus en plus besoin pour peser dans les rapports de force et obtenir des changements législatifs ou de nouvelles ressources.

Olivier Lebel

Une précision : quel est le nombre de personnes qui, à travers votre site, lancent des pétitions et/ou en signent ?

Benjamin des Gachons

Nous comptons aujourd'hui 120 millions d'utilisateurs dans le monde, dont 5,5 millions en France. Par « utilisateurs », j'entends des utilisateurs actifs, c'est-à-dire qui ont une forme d'engagement : ils signent, créent ou partagent des pétitions et reviennent sur la plate-forme. C'est d'ailleurs une partie de notre travail que d'accompagner ces utilisateurs et de suivre leur impact. Notre dernier bilan fait apparaître que, à peu près chaque heure qui passe dans le monde, une pétition aboutit à une victoire : une salle de classe ouverte, une loi votée, etc. Notre idée est donc de mesurer non seulement le nombre de gens qui vont créer des pétitions, mais aussi l'impact qu'ils ont au quotidien.

Olivier Lebel

Bruno Rebelle, vous qui avez une grande expérience de l'engagement depuis Vétérinaires Sans Frontières, en passant par Greenpeace, des partis politiques ou l'écriture du livre *Libres associations*⁵, et maintenant que vous dirigez un cabinet en stratégies sur le développement durable, que vous inspirent ces questions ?

5. Bruno Rebelle et Fabienne Swiatly, *Libres associations*, Desclée de Brouwer, 1999.

Bruno Rebelle

D'abord cela m'inspire beaucoup d'humilité parce que je ne suis pas du tout spécialiste de ces questions. Je suis au mieux un praticien disons « polymorphe ». Effectivement, durant une première partie de ma vie, j'étais plutôt dans la solidarité internationale puisque, vétérinaire de formation, j'ai été un des fondateurs de Vétérinaires Sans Frontières. J'ai été ensuite directeur de Greenpeace-France avant de devenir n° 2 de Greenpeace au niveau international. Un petit passage en politique m'a conduit à être conseiller de Ségolène Royal pendant la campagne présidentielle de 2007. Je suis resté quelque temps au Parti socialiste avant de rejoindre Europe Écologie Les Verts, mais sans guère plus de succès quant au fait de me sentir bien en politique. Depuis, je travaille en effet auprès de territoires et d'entreprises pour essayer, avec beaucoup d'humilité, d'encourager la transformation du monde à partir de ce que je sais faire ou de ce que j'ai pu savoir faire.

Ce que je trouve très intéressant dans ce qui a été dit jusqu'à maintenant, c'est cette distinction entre mobilisation, engagement et mouvement. Et je pense qu'il faut vraiment

garder ça en tête. Pour reparler de Greenpeace, c'est un mouvement qui est né en 1971 à l'initiative d'un petit groupe de gens, et qui a mené des combats un peu les uns après les autres pour tenter, justement, des transformations, avec un certain succès. Quand j'ai rejoint Greenpeace en 1997, juste avant les grandes mobilisations comme Seattle, j'ai été surpris de la très grande distance entre Greenpeace et ces mouvements naissants. À vrai dire, cette organisation composée d'activistes engagés, compétents et – il faut le dire – un peu élitistes quoique rarement démentis, ne comprenait tout simplement pas ce qu'elle pouvait avoir à faire avec ces altermondialistes. Dès lors, elle est un peu restée en marge de ces débats, avant d'y venir, notamment autour des enjeux de l'OMC : on a fait alors le constat que si l'on ne traitait pas sérieusement la question de la régulation du commerce mondial, on n'arriverait pas à mener jusqu'au bout nos combats sur l'environnement. Dis autrement, quand on s'engage dans des initiatives – qu'elles prennent le terme de mobilisation, d'engagement ou de mouvement –, il faut de la continuité si l'on veut arriver à la transformation. Et c'est précisément le sens de mes interrogations sur ces formes de mobilisations nouvelles, même si je suis très impressionné par les chiffres que vient de donner Benjamin des Gachons. Mais je peine à voir le rapport de force politique que cela crée pour vraiment parvenir à la transformation. De la même façon, je trouve fantastique que des milliers de personnes se rendent au forum Alternatiba dont parlait Nicolas Haeringer. Mais pour moi qui suis à l'interface entre des entreprises et des acteurs publics, comme les gens du Quai d'Orsay qui travaillent sur la Cop 21, je n'ai pas franchement l'impression que cela les perturbe beaucoup de savoir qu'il y a du monde dans la rue ou des pétitions signées par des millions de personnes sur Internet. Je ne dis pas que c'est inutile, mais il me semble qu'il manque un maillon entre ces initiatives et le rapport de force qu'il faut arriver à créer sur le politique pour faire changer les choses.

Je reprendrai l'exemple du gaspillage alimentaire qu'évoquait Benjamin des Gachons. Cela me semble un raccourci un peu rapide de dire que c'est cette pétition qui a engendré la mobilisation. Le sujet du gaspillage alimentaire, en particulier dans les supermarchés, est traité par des associations de solidarité locales depuis des années. Certes, la pétition a sans doute été un déclencheur, mais avant même la pétition, Guillaume Garot avait déjà été saisi d'un rapport sur le sujet. En somme, il y a eu conjonction, mais la pétition n'a sans doute pas tout fait.

Ce que j'ai appris à Greenpeace, c'est à « lire le paysage » pour voir comment assembler les pièces d'un puzzle et faire aboutir, à un moment donné, une initiative. Prenons l'exemple de Shell qui vient d'annoncer qu'elle arrêterait l'exploitation pétrolière en Arctique. Si l'on est arrivé à cette victoire, c'est grâce au travail mené par Greenpeace et d'autres mouvements depuis plusieurs années, avec un pic de mobilisation il y a 2 ans quand l'association a bloqué une plate-forme pétrolière du russe Gazprom, en grande partie soutenue par des investissements de Shell. Pour autant, ce n'est pas cet événement médiatique du blocage qui a emporté l'affaire, mais bien le travail de fond mené depuis 5 ou 6 ans pour démontrer aux investisseurs que les investissements en Arctique étaient trop chers et trop risqués. C'est tout un assemblage d'éléments complexes de mobilisations publiques, de relais politiques et d'interventions d'acteurs économiques qui fait que l'on arrive à la transformation.

Un des risques de ces mobilisations nouvelles, du type pétitions virales, c'est me semble-t-il qu'elles tendent à laisser penser que des petits changements vont faire la grande transformation. Or, je ne pense pas que cela suffise. Elles y contribuent sans doute, mais il faut quelque chose de plus pour que cela advienne. En disant cela, je balaie également devant ma porte : il se trouve que j'ai repris dernièrement des engagements associatifs, en devenant président d'une petite association qui s'appelle Planète Urgence. Dans ce cadre, on fait partir sur le terrain des gens – y compris des salariés d'entreprises privées – pour essayer de changer leur regard sur le monde en développement, et ma grande question reste de savoir si, finalement, cela transforme plus largement le regard du monde des entreprises sur ces relations internationales. Très objectivement, je ne suis pas sûr qu'on en soit encore là parce que, là aussi, c'est une goutte dans l'océan de processus plus complexes, mais peut-être que l'on y contribue.

Olivier Lebel

Jean-Marc Boivin, vous êtes délégué aux relations institutionnelles de la Fédération Handicap International. Comment, dans l'humanitaire, ces nouvelles formes de mobilisation peuvent-elles contribuer à créer un terreau fertile pour aboutir à une transformation ?

Jean-Marc Boivin

Pour compléter ma présentation, je rappellerai que j'ai été pendant 10 ans directeur du plaidoyer et que, à ce poste, j'ai coordonné les campagnes de Handicap International. D'abord, après avoir entendu parler de l'horizontalité que permettraient aujourd'hui les nouvelles technologies, j'ai envie de dire - pour employer un autre terme - que la « viralité » est depuis toujours dans l'ADN de Handicap International. Elle s'incarne dans la prothèse en bambou qui a fait notre image et qui, au-delà, signifie que l'on apprend des pays dans lesquels on va, car nous avons utilisé cette prothèse dans les camps thaïlandais des réfugiés victimes du génocide des Khmers rouges avant de la développer en Afrique. Nous avons montré aux gens comment faire une prothèse avec des matériaux rudimentaires, ils se sont approprié la technique et l'ont fait connaître autour d'eux. C'était déjà de l'horizontalité. Au-delà du handicap physique, nous avons fait de même avec l'éducation inclusive d'enfants handicapés mentaux : on a démarré sur quelques petites écoles dans 10 sites de Madagascar jusqu'à ce que d'autres s'aperçoivent que cela fonctionnait, se l'approprient et démultiplient ainsi les expériences. La question que nous posent les nouvelles formes de mobilisation, c'est de quelle manière, à notre tour, nous nous approprions les nouvelles technologies qu'elles utilisent car, comme l'a bien dit Sylvie Ollitrault, elles ne sont qu'une nouvelle étape dans l'évolution des mobilisations qui leur préexistaient. Néanmoins, elles nous intéressent et nous interpellent, notamment en termes de durée, de champ de profondeur, et certainement de réactivité.

Pour évoquer la célèbre campagne pour l'interdiction des mines antipersonnel qu'avait lancée, avec d'autres, Handicap International, il faut se rappeler combien nous avons été raillés à ses débuts. On nous disait que jamais des ONG, et encore moins des individus derrière elles, ne pourraient obtenir un changement de pratiques de la part des états-majors des armées et des gouvernements. La campagne a duré 5 ans et a permis de mobiliser 1 600 associations dans le

monde, des mouvements de citoyens, des victimes de ces armes, des défenseurs des droits de l'homme, des acteurs du développement, etc. Certains ont néanmoins vu cette mobilisation comme très verticale, menée par quelques grandes ONG qui donnaient l'ordre de marche à des associations qui auraient suivi péniblement le rythme. Sans parler d'horizontalité, ni faire de pirouette, je dirais qu'on a mené une mobilisation transversale. Il y avait, c'est vrai, une forme de verticalité avec des leaders chargés de porter la parole parce qu'il fallait structurer le propos, avancer des arguments techniques et surtout durer car on savait que ce serait un travail de longue haleine. Mais c'est avant tout le résultat d'une mobilisation citoyenne : 2 millions de gens ont signé notre pétition « classique », c'est-à-dire sur papier, souvent diffusée lors de la « pyramide des chaussures », un événement sur lequel nous étions nous-mêmes dubitatifs au début et qui fonctionne pourtant depuis 20 ans ! C'est devenu une institution qui rencontre toujours le même succès populaire et médiatique, et qui est très incarnée, pratique, non numérique, même si l'on a organisé aussi des « pyramides virtuelles » pour permettre à ceux qui n'étaient pas en capacité de se déplacer de s'associer à l'événement et de signer. C'est quand même l'addition de toutes ces mobilisations, la plupart « traditionnelles », qui ont fait qu'on est arrivé à une norme internationale contraignante, même pour les États qui ne l'ont pas signée : les États-Unis, la Russie, la Chine, etc. Quand, après ce succès, nous avons lancé la campagne pour l'interdiction des bombes à sous-munitions, les nouvelles technologies qui s'étaient développées entretemps nous ont permis d'être plus réactifs et davantage en interaction avec nos partenaires. Mais on ne lâche pas pour autant les méthodes qui permettent concrètement aux citoyens de se mobiliser, de s'engager.

Un autre exemple me vient à l'esprit : quand les Nations unies ont souhaité écrire une convention sur les droits des personnes handicapées, on s'y est évidemment associé, non pas simplement pour que Handicap International en soit, mais pour mobiliser notre réseau de quelque 2 500 partenaires dans un

travail au long cours. Pour permettre à ces gens d'être entendus, visibles, on les a littéralement transportés pour qu'ils puissent assister aux discussions aux Nations unies et expliquer leurs attentes. Les outils électroniques, Internet essentiellement, nous ont ensuite été utiles pour qu'ils relaient en temps réel auprès des associations de personnes handicapées de leurs pays les informations qu'ils avaient collectées. Et c'est ainsi que l'on est arrivé au texte final, mais cela nous a pris 6 ans.

Quelles que soient les actions que nous avons menées, nous avons toujours eu le souci de mobiliser nos partenaires, nos sympathisants, le grand public. Cela nous permet de dire à nos interlocuteurs que nous ne sommes pas de simples doux rêveurs et que nous ne parlons pas que pour nous-mêmes, mais pour des millions de gens qui nous soutiennent et signent des pétitions. En cela, ces pétitions sont incontournables : elles ont vraiment un effet de légitimation de notre action. De même, nous ne voyons pas nos donateurs comme des gens qui nous donnent de l'argent par « bonne conscience », mais comme des personnes engagées. On le voit bien dans les échanges que nous avons avec eux : ils attendent beaucoup de retours et sont très exigeants quant à l'information qu'on leur délivre car ils ont eux-mêmes accès à de larges sources d'information sur Internet. Ils veulent des réponses concrètes qui permettent d'alimenter la continuité de leur engagement.

Il me semble que certains phénomènes relevant de ces nouvelles formes de mobilisation sont à l'exact opposé de ces attentes. Qu'il suffise de penser au Ice Bucket Challenge, cette opération lancée par Facebook l'année dernière et au cours de laquelle des gens se versaient un seau d'eau froide sur la tête pour récolter des dons. L'effet viral sur Internet a été extraordinaire, mais je me demande si tous ceux qui se prêtaient à l'exercice savaient pourquoi ils faisaient cela ! En l'occurrence, c'était pour lutter contre la maladie de Charcot... Mais il me semble qu'il y a une déconnexion entre l'effet de viralité d'un tel événement et l'adhésion des gens à ce qu'il représentait vraiment. Il n'empêche qu'en France, cela a permis de collecter quelque 150 000 euros,

le dixième de ce qui a été récolté aux États-Unis. Cela pose vraiment pour moi la question de l'appropriation par les gens des causes qu'ils soutiennent.

En somme, il faut nous interroger sur la façon d'utiliser toutes ces nouvelles formes de mobilisation. Si je prends la question de l'appel aux dons, on voit bien qu'aujourd'hui le comportement du public a changé et qu'une sorte de consumérisme dans le don s'est développé. Un emailing n'est valable que 24 h ou 48 h, alors qu'un mailing papier dure par définition plus longtemps : les gens ont le temps de réfléchir, de relire le courrier. Ce n'est pas forcément le cas quand une mobilisation, à travers une pétition sur Internet, va presque aussitôt chasser la précédente. Et ce public auquel on s'adresse, il faut bien pouvoir le qualifier pour ne pas prêcher dans le désert : comment se construisent et se gèrent les bases de données des personnes qui signent des pétitions en ligne ? On peut en effet imaginer qu'il y a beaucoup d'adresses fantaisistes, que les familles ont souvent plusieurs adresses email ou qu'elles utilisent celle qu'elles destinent à n'importe quelle sollicitation sur Internet pour ne pas être importunées par des avalanches de courriers indésirables. Dès lors, comment fidéliser les personnes se trouvant derrière les adresses ? Au final, je m'interroge beaucoup sur ce possible effet de mode et sur l'usage que nous pouvons en faire dans nos programmes opérationnels. Aujourd'hui, dans les ONG humanitaires - en tout cas à Handicap International -, il me semble que nous n'avons pas la maîtrise de ces mobilisations horizontales ni de l'étendue de leurs potentialités.

Olivier Lebel

Pour prendre un exemple récent à Médecins du Monde - une association engagée, militante, inscrite dans la société civile, notamment à travers ses 2 000 bénévoles -, on a lancé dernièrement une action en partenariat avec Change.org et le site Airbnb. Pour appuyer notre plaidoyer sur la situation des migrants à Calais, ce dernier avait accepté de publier une fausse annonce de location d'une tente dans la *jungle* du camp calaisien, pour 1 euro la nuit. En parallèle,

Change.org avait publié notre pétition invitant le ministre de l'Intérieur à venir passer une nuit dans cette tente. Certes, on n'a recueilli que quelques milliers de signatures, c'était déjà pas mal, mais loin d'être viral. Mais au-delà de ces méthodes qui doivent nous aider dans nos actions, est-ce que l'on peut imaginer que les ONG elles-mêmes deviennent collaboratives, sans centre de décision, voire quasiment virtuelles ?

Benjamin des Gachons

Je crois plutôt au côté inclusif de ces nouveaux outils et, pour revenir sur l'exemple du gâchis alimentaire, je suis tout à fait d'accord avec ce qu'a précisé Bruno Rebelle. Mais si Guillaume Garot avait effectivement déjà travaillé sur le thème, il expliquait que pour pousser cette loi qu'il appelait de ses vœux, il avait eu besoin de cette légitimation citoyenne. Donc, ces nouvelles formes de mobilisations ne se substituent pas du tout au reste, elles contribuent à créer les rapports de force dont vous parliez. Et ces nouveaux outils peuvent les amener à réfléchir à leurs pratiques spécifiques, à tenter de toucher et fidéliser des publics différents, en termes générationnels ou sociaux. Quant à la question de la qualification que soulevait Jean-Marc Boivin, c'est précisément une des spécialités de Change.org et donc un des services que l'on apporte aux ONG qui, quoiqu'il arrive, garde leur mandat fort, leur histoire, leur rôle : il ne s'agit pas de rebattre les cartes complètement, mais de réfléchir à des mues possibles sur des aspects bien précis du travail des ONG.

Nicolas Haeringer

Pour revenir sur le dossier Shell qu'évoquait Bruno Rebelle, il faut dire que si le travail de Greenpeace a été déterminant, les campagnes de mobilisation ont joué un rôle dans cette victoire. Il n'est pas anodin de relever que le blocus de la plate-forme avait eu lieu à Seattle, là où, quelques années plus tôt, une des plus importantes mobilisations altermondialistes s'était tenue. Ce n'est pas que de l'anecdote, Shell ayant elle-même reconnu que l'image que renvoyait de l'entreprise ces mobilisations avait joué dans sa décision de se retirer de l'Arctique. Je pense que ces multiples mobilisations contribuent à créer ces maillons que Bruno Rebelle appelait de ses vœux. À 350.org, par exemple, nous menons une campagne de

désinvestissement des combustibles fossiles. Pour cela, on demande à des institutions de cesser d'investir dans le charbon, le gaz ou le pétrole. Cela a démarré par ce qui pouvait être perçu comme une blague puisque ce sont des étudiants de campus américains qui voulaient contraindre leurs universités à ne plus investir dans le charbon. Après une discussion avec 350.org, la campagne s'est élargie à l'ensemble des énergies fossiles. Au début, le monde de l'industrie fossile regardait tout cela avec circonspection, mais cette période est révolue. Aujourd'hui, clairement, cette industrie a peur de cette campagne, au point qu'elle fait des vidéos virales pour la décrédibiliser : elle sent manifestement le vent tourner et, de fait, les arguments financiers disant que les énergies fossiles sont de moins en moins rentables par rapport au renouvelable, finissent par porter auprès des institutions. Il est clair que sans ce genre de campagnes, qui articulent mobilisations en ligne, campagnes de rue et actions créatives, l'argument financier seul n'aurait pas débouché sur des décisions de désinvestissement : on a annoncé la semaine dernière que plus de 400 institutions ont désinvesti l'équivalent de 2 600 milliards de dollars de combustibles fossiles. Les maillons se construisent par ces campagnes de mobilisation.

Bruno Rebelle

Je trouve en effet remarquable, avec 350.org, le fil conducteur qui unit mobilisation, engagement et mouvement : les gens qui rejoignent cette initiative savent exactement ce qu'ils vont pouvoir faire à des échelles très globales, mais aussi locales, sur leur campus, auprès de leurs proches, ou sur l'investisseur du coin. Là où j'ai un peu plus de doutes, c'est sur les mouvements plus multiformes et moins focalisés sur un sujet, à l'image de Change.org qui aborde beaucoup de sujets.

Cela rejoint aussi la question qu'Olivier Lebel posait quant à la possibilité pour les ONG d'aller de plus en plus vers le virtuel. Pour y répondre, je reprendrai un exemple issu de Greenpeace. Quand j'étais directeur des programmes, j'avais réussi à faire ouvrir des bureaux de représentation au Brésil, en Argentine, en Chine et en Inde. En revanche, en Afrique, on ne savait pas comment faire alors qu'il y avait de vrais sujets, par exemple les forêts. On a alors émis l'hypothèse de mettre en place un système que l'on avait appelé en anglais « out of the office », partant de l'idée que faute de localisation précise et à défaut d'un réseau Internet encore

très peu performant à l'époque, on pouvait se relier par les téléphones portables, voire par la radio, un média très écouté en Afrique. En fait, on s'est rendu compte assez vite qu'on n'était pas raccord avec l'identité profonde du mouvement Greenpeace : il faut que les gens puissent se rencontrer, être au plus près des « champs de bataille ». Au final, l'installation en Afrique s'est traduite par une forme on ne peut plus classique, soit des bureaux physiques en divers endroits du continent. Sans aucune prétention à décréter ce qui marche ou non, j'en reviens donc à ce que je disais, à savoir que pour que la transformation opère, il faut trouver le moyen de créer le lien entre les différentes initiatives. Les mobilisations en ligne ont sans doute un rôle à jouer mais si j'y crois moins, c'est qu'elles sont le reflet de notre civilisation de l'immédiateté : le « Tweet », qui est devenu un mode de communication de référence, c'est 140 caractères ! Autant dire qu'on raconte bien peu de choses... Le risque, me semble-t-il, c'est de passer d'une pétition à une autre sans que cela nous permette collectivement de créer, revendiquer ou défendre l'intérêt général. Je trouve en tout cas symptomatique de voir qu'il y a 5,5 millions de personnes actives sur Change.org alors que les Écologistes rassemblent 7 000 adhérents ! Cela renvoie à un problème de lien avec le politique : nos mouvements politiques ne sont pas à la hauteur des transformations à mener.

Sylvie Ollitrault

Je voulais prolonger un petit peu le débat sur l'idée de l'ONG virtuelle. Et sur ce point, je suis assez d'accord avec Bruno Rebelle, car autant on a une demande citoyenne pour s'engager virtuellement, via des pétitions, autant on a une forte demande d'action concrète et d'ancrage local, notamment chez les jeunes. Pensons, en matière d'environnement, aux ZAD [Zones à défendre, NDLR] qui voient des personnes squatter des semaines durant des terrains promis à des constructions contestées. C'est pourquoi l'idée d'une « ONG virtuelle » demande à être sérieusement qualifiée. Toutes les ONG sont nées d'une préoccupation citoyenne très circonscrite, à l'image d'Handicap International autour du handicap et des victimes des mines dans les camps de réfugiés cambodgiens en Thaïlande ou de Greenpeace autour de l'environnement, parce que quelques citoyens ont dénoncé, au début des années 1970, au large de Vancouver, les essais nucléaires. Autrement dit, elles se sont engagées réellement, au sens le plus fort du terme,

à l'occasion d'un conflit ou pour créer un rapport de force. C'est pour cela que j'ai beaucoup de mal à imaginer ce que pourrait être une ONG virtuelle. En revanche, cela n'interdit pas, au contraire, de réfléchir aux métamorphoses contemporaines des types de citoyenneté. Lors des entretiens que je mène sur le thème de la désobéissance civile, j'observe une vraie demande de citoyenneté en dehors des temps de vote. Les mouvements altermondialistes investissent déjà l'espace public. Aux ONG de réfléchir à la manière d'articuler ces aspirations citoyennes avec les causes qu'elles portent déjà à l'occasion de leurs campagnes. Et pour finir, je pense qu'elles doivent être attentives aux nouvelles causes que les citoyens eux-mêmes portent.

Jean-Marc Boivin

Bruno Rebelle parlait de l'immédiateté induite par les nouveaux outils, et je crois que c'est en effet une des questions sur lesquelles il nous faut réfléchir. Est-ce que la durée de vie souvent très courte de ces appels s'accorde avec nos combats ? Pour revenir à l'exemple de notre campagne sur l'industrie des bombes à sous-munitions : il a été relativement facile de trouver ceux qui étaient en première ligne de cette industrie, mais c'était beaucoup plus complexe d'identifier les investisseurs qui passaient par des holdings internationales. On a finalement identifié un grand groupe mondial d'assurance qui avait placé une grosse partie de ses fonds dans de telles industries. Quand on leur a fait part de notre découverte, ils nous ont répondu qu'ils étaient là pour faire de l'argent. Alors on a envoyé par courrier postal à tous nos sympathisants des cartes de pétition leur demandant d'écrire à leur assureur pour l'avertir que s'il avait placé de l'argent dans ce type d'industrie, ils se réservaient le droit d'aller se faire assurer ailleurs. Ils ont reçu quantité de sacs postaux remplis de cartes jusqu'à ce que ce groupe d'assurance demande à nous voir. Les premières rencontres furent assez difficiles, les dirigeants nous expliquant qu'il nous fallait arrêter cette campagne qui n'aurait aucun impact sur eux. Le fait qu'ils nous aient invités prouvait bien évidemment le contraire. À force de les rencontrer, nous avons établi un dialogue constructif, jusqu'à ce qu'ils

virent complètement casaque après avoir pris la mesure de l'enjeu de crédibilité pour eux. Ils sont même devenus leaders aujourd'hui dans la réflexion éthique des groupes financiers sur ce genre d'investissements financiers. On est donc très contents d'avoir gagné, mais est-ce qu'on aurait pu le faire avec une campagne en ligne, immédiate, coup de poing, alors qu'il nous a fallu des mois pour discuter avec ce groupe ? Je n'ai pas de réponse à cette question et je ne voudrais pas la réduire à un combat des anciens contre les modernes...

S'agissant de la virtualité enfin, je pense à Facebook et à ce concept des « amis », ces personnes qu'on ne connaît pas toujours et qui, pour le coup, sont souvent virtuelles. Si, demain, des personnes signent sur Internet une pétition lancée par Handicap International, est-ce que cela fait d'elles des militants de l'association ? La qualification de l'engagement me semble effectivement déterminante pour durer, tout comme le besoin d'incarnation et d'ancrage des ONG reste essentiel pour beaucoup de sympathisants ou de donateurs. Ces derniers savent pourquoi ils soutiennent Handicap International ou Médecins du Monde et pas une autre association : parce qu'il y a une incarnation dans laquelle ils se retrouvent. En allant plus loin, je crains qu'après le discrédit de la classe politique ou des journalistes, on puisse dire demain que les ONG ne représentent plus personne, n'incarnent plus rien..

Olivier Lebel

Je citerai une campagne que Médecins du Monde a menée l'année dernière sur le droit des femmes à décider à l'occasion de laquelle on a cherché à faire pression sur la ministre pour qu'elle aille porter elle-même le message à New York à l'assemblée générale des Nations Unies dans le cadre de la préparation des objectifs au développement durable. C'est de fait après avoir reçu plusieurs milliers de tweets, d'emails qu'elle a fini par le faire. L'aurait-elle fait sans nous ? Sans cette pression « électronique » ? Je l'ignore mais je pense quand même qu'on peut faire bouger les choses par ces nouveaux moyens électroniques.

Benjamin des Gachons

Il ne faut pas isoler les pétitions en ligne du reste des actions : ces mobilisations qui fonctionnent, notamment via Change.org, impliquent toute une série d'autres actions. Et elles ne sont pas si différentes que cela des modes d'action plus physiques. D'abord, la pétition en ligne est toujours incarnée dans un lanceur de pétition et le succès de cette dernière dépendra de l'implication de la personne. Ensuite, si le succès est parfois rapide, dans d'autres cas il faudra aussi des mois et des années pour y parvenir. On retrouve les mêmes logiques que dans les modes traditionnels de mobilisation. Ces nouveaux modes ne relèvent pas de la magie ; ils ne sont pas « hors-sol » et je ne ferai jamais croire que des pétitions en ligne seules vont transformer radicalement le monde. Pour moi, elles sont le reflet d'une prise de conscience : chacun a le pouvoir d'incarner des combats, d'utiliser différents leviers, dont la pétition en ligne qui, au final, n'est qu'un outil susceptible de renforcer des mouvements comme les altermondialistes, les défenseurs de l'environnement ou les ONG humanitaires.